

[print](#)

Guerre au Mali :De chair et de sang

De [Djamel Labidi](#)

Global Research, janvier 24, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/guerre-au-mali-de-chair-et-de-sang/5320277>

C'était une bonne nouvelle. La Banque mondiale annonçait une croissance économique en hausse pour l'Algérie, 3.2% pour 2013, et elle prévoyait 4.3% pour 2015. L'économie, c'est connu, aime la sécurité et la stabilité. Certes l'Algérie mérite mieux, peut faire mieux, doit faire beaucoup plus pour émerger réellement économiquement. Et là, il reste à faire l'essentiel : une véritable concorde nationale, une transition pacifique vers une vraie démocratie.

La nouvelle était donc réconfortante pour qui aime ce pays en dehors de tout esprit partisan. Et voilà que survient une nouvelle intervention française, sur nos frontières, avec immédiatement l'affaire d'In Amenas et les signes avant-coureurs de nouveaux drames. Personne ne s'y trompe en Algérie et chacun est inquiet.

Il n'y a que le président François Hollande qui peut affirmer, sûr de lui et tranquille, que *"ce qui se passe en Algérie justifie encore davantage la décision de venir en aide au Mali"* (déclaration du 17 janvier). C'est l'exemple même d'une perversion de la logique, à travers une logique rétroactive qui veut justifier un événement par celui d'après. Le pyromane ne met jamais le feu chez lui, il le met chez les autres, puis il accourt proposer son aide.

LA SOUVERAINETE

La première intervention militaire française en Libye avait déstabilisé la région. Le Président français a aujourd'hui le front d'en justifier une deuxième et de chercher à nous y entraîner.

Si l'Algérie a pu malgré tout progresser, c'est qu'il y a eu jusqu'à présent chez nous, quelles que soient les opinions, les divergences profondes, les déchirements internes, un consensus sur le principal acquis de la guerre d'indépendance: la souveraineté nationale. Sans souveraineté, il n'y a pas de liberté pour un peuple. C'est une valeur politique et morale, mais aussi une valeur économique, dans le sens au moins qu'elle est indispensable à la souveraineté sur nos richesses. C'est la ligne rouge que personne ne peut franchir sans se mettre en dehors de la communauté nationale et qui distingue nos vrais amis des faux.

Lorsque le ministre des affaires étrangères français, Laurent Fabius "balance" et révèle, apparemment innocemment, que l'Algérie a permis le survol de son territoire aux avions français, il fait ainsi d'une pierre deux coups: d'une part il révèle une faille de cette souveraineté car une décision véritablement souveraine est assumée au grand jour et n'a pas à être cachée, et d'autre part il implique déjà l'Algérie, à son corps défendant, dans la guerre du Mali. Dans les deux cas le consensus national, et par conséquent le pays, s'en trouvent fragilisés. L'objectif de cette révélation faite par le ministre français n'est pas seulement technique-faciliter l'action militaire de la France- il est aussi politique, celui d'intervenir dans la vie politique algérienne, comme la vive polémique actuelle autour de la question de la souveraineté nationale le prouve. Ce survol du territoire algérien par l'aviation militaire française est décidément un drôle de cadeau, pour ce cinquantième anniversaire de la libération nationale. Rien n'obligeait à le faire. Les autorités françaises semblent d'ailleurs en avoir été surprises et ravies.

Quand on défend la souveraineté nationale, il faut la défendre sur toute la ligne. On ne peut s'en réclamer sur l'affaire des otages et y être moins sourcilieux quand il s'agit de l'ouverture de l'espace aérien algérien à des forces militaires étrangères.

Dans le cadre des rapports historiques particuliers entre l'Algérie et la France, la moindre concession sur la souveraineté risque d'être un retour à des relations de type colonial. La crise malienne en offre l'illustration parfaite. La France se trouve jusqu'à présent seule dans son expédition. Les pays européens, et notamment les plus importants d'entre eux, l'Allemagne, l'Angleterre, l'Italie, font preuve, pour le moins, d'une mauvaise volonté à répondre aux appels de la France à la rejoindre. "Elle a commencé seule, qu'elle continue seule", semblent-ils dire. On peut y voir l'indication que les autres pays européens évaluent cette intervention militaire comme allant dans le sens des intérêts seuls de la France, et non des intérêts généraux de l'Occident. C'est donc signifier, par là même, que c'est une expédition du type de celles des temps passés où chaque pays occidental se taillait un empire à son seul profit, bref une expédition de type colonial. Preuve en est la France n'a pu y attirer, pour l'essentiel, que les pays africains de son pré carré colonial. Cela rappelle le temps de ces tirailleurs africains qu'on appelait à mourir pour la France, pour une cause qui n'était pas la leur. Il n'est pas concevable que l'Algérie puisse paraître, un instant, comme faisant partie de ce pré carré, que des algériens puissent de nouveau "mourir pour la France". Or c'est exactement ce qui se passerait si l'Algérie se laissait entraîner dans cette guerre.

Les préventions des autres pays occidentaux à l'égard de l'intervention militaire française semblent avoir augmenté suite au drame d'In Amenas. Les paroles froides prononcées à ce sujet par le Président François Hollande ont été interprétées, par ces pays, comme de l'indifférence vis à vis des victimes occidentales non françaises, et une preuve supplémentaire de l'état d'esprit de la France dans son aventure malienne.

En Algérie, des voix se sont élevées pour reprendre la thèse française qu'au Mali, il n'y a que le choix "entre la barbarie terroriste et l'intervention militaire". Dans un nationalisme trop bruyant pour ne pas être creux, ces voix vont jusqu'à dire que c'était à l'Algérie, "en tant que puissance régionale d'intervenir" et "qu'il ne faut donc pas en faire le reproche à la France qui, elle, a le mérite d'avoir une position conséquente". Ce sont les mêmes voix qui avaient défendu l'intervention militaire en Libye. Toute honte bue, après le désastre libyen, les mêmes récidivent en soutenant encore une intervention française.

Cette complicité dans laquelle la France officielle veut entraîner l'Algérie ne peut se faire qu'au prix du renoncement aux idéaux de Novembre.

L'intervention militaire actuelle au Mali produit déjà son cortège de larmes, et de sang. Des dépêches annoncent déjà des exécutions sommaires de maliens du nord "soupçonnés d'intelligence" avec les rebelles (journal "Le Monde", 15 janvier 2013). Les réfugiés se pressent par milliers aux frontières "fermées" de l'Algérie. La guerre au Mali a déjà causé des dommages collatéraux en Algérie.

LA TRAGEDIE

Il faut parler là de la tragédie humaine absolue qu'a représentée la prise d'otages à la base d'In Amenas. Qu'on nous permette de l'aborder uniquement d'un point de vue moral, d'un point de vue humain, d'un point de vue général, et donc en dehors de tout point de vue étroitement politique et de surenchère nationaliste, car c'est une question qui dépasse l'Algérie et tout pays. Nous nous devons de le faire, si ce n'est à la mémoire et par respect de toutes les victimes. Les étrangers, pris en otage, étaient venus travailler et vivre avec nous. Ils étaient là parfois depuis des décennies comme ces techniciens japonais de la société JGC. Leur prise en

otage est déjà un crime inqualifiable. Leur mort est une tragédie absolue, une impasse humaine totale.

C'est d'un point de vue général, chaque fois la même horreur renouvelée, le même sentiment qui nous étreint la gorge tous, sur la surface de la terre, à chaque prise d'otages. Nous sommes certainement des centaines de millions à penser ainsi, à nous interroger ainsi: Quoi ! N'y aurait-il pas d'autre solution que de poser froidement le problème uniquement en termes d'"efficacité", que de clamer que "céder au chantage ne fait qu'encourager les preneurs d'otages", que de mettre en avant la raison glacée de la raison d'Etat ? N'y a-t-il pas d'autre alternative, plus humaine, moins désespérante pour l'Homme ? Faudrait-il toujours, pour satisfaire cette raison d'Etat, que l'otage lui soit sacrifié comme on faisait avant des sacrifices humains pour apaiser les divinités? S'agit-il finalement de le punir de s'être fait prendre, de le punir d'avoir été otage ? Chacun de nous penserait-il ainsi s'il s'agissait d'un fils ou d'une fille, d'un père ou d'une mère, d'un parent, d'un ami, non pas une abstraction mais un être concret, fait de chair, de sang, de sentiments et de souvenirs ? Comment ne pas penser, en ce moment, à d'autres otages, aux otages Algériens de Gao. On nous dit que " la lutte contre le terrorisme exige de ne pas avoir d'état d'âme ". Mais justement, le monde a besoin d'une âme. En quoi la mort d'un otage a-t-elle fait quelque part, une fois seulement, avancer le monde, instaurer la justice, régler un problème quelconque. Faut-il ressembler à ce point aux preneurs d'otages que d'envisager, comme eux, la mort pour ces otages? La peine de mort n'a-t-elle pas été supprimée dans des sociétés parce que, justement, elles ont finalement compris qu'elles ne pouvaient, elles aussi, tuer comme les assassins, même légalement, et qu'elles se sont mises à douter de l'efficacité de la peine de mort ? Toutes ces questions s'imposent. Certes, nous savons que ce sont des questions difficiles; nous n'en avons pas encore la réponse, mais nous ne pouvons indéfiniment les fuir. Il faudra bien un jour les affronter. On ne peut simplement s'en débarrasser sur ceux qui, eux, doivent faire face et gérer des situations terriblement tendues, vivre eux-mêmes de tels cas de conscience, prendre ou obéir à des décisions dont on imagine la difficulté humaine. Ces questions nous concernent tous.



Il neige, ce 20 janvier 2013, en France. Les télévisions françaises diffusent des images de carte postale. La guerre, elle, est exportée à des milliers de kilomètres... Une guerre de chair et de sang.

Djamel Labidi

[Paru dans le quotidien d'Oran du 24 Janvier 2013](#)

Source de l'illustration : [A la Une : l'Algérie, le Mali et... la neige !](#), Urtikan.net, le 21 janvier 2013.

Copyright © 2013 Global Research